



# Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre et la période de neuf mois  
clos le 31 décembre 2020



Compte rendu de la direction.....	1
Déclaration de responsabilité de la direction.....	10
États financiers intermédiaires résumés (non audités).....	11

**ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN**  
**COMPTE RENDU DE LA DIRECTION**  
**POUR LE TRIMESTRE ET LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2020**

---

Le compte rendu de la direction présente les principales activités et initiatives ainsi que les risques et les résultats financiers importants de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2020. Ce compte rendu devrait être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités de l'ACSTA pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2020, qui ont été préparés conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34). Ce compte rendu devrait aussi être lu conjointement avec le Rapport annuel de 2020 de l'ACSTA, le Rapport financier trimestriel pour le trimestre clos le 30 juin 2020 de l'ACSTA et le Rapport financier trimestriel pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2020. Les informations communiquées dans le présent rapport sont exprimées en milliers de dollars canadiens et sont à jour au 23 février 2021, sauf indication contraire.

***Déclarations prospectives***

Les lecteurs sont avisés que le présent rapport renferme un certain nombre d'informations et de déclarations prospectives. Ces dernières contiennent des données qui sont généralement déclarées comme étant anticipées, prévues ou projetées par l'ACSTA. Elles comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs pouvant faire en sorte que les résultats et le rendement réels de l'ACSTA diffèrent de manière significative de tout résultat ou toute performance futurs exprimés ou sous-entendus dans les informations prospectives en question.

***Caractère significatif***

En vue de déterminer les informations qui doivent être présentées dans ce rapport, la direction applique le concept de caractère significatif comme guide pour la présentation. La direction estime que des informations sont significatives s'il est vraisemblable que leur omission ou une anomalie les concernant, appréciée par rapport aux circonstances particulières, puisse influencer sur les décisions économiques prises par les intervenants de l'ACSTA.

---

**APERÇU DE L'ORGANISATION**

L'ACSTA est une société d'État mandataire financée par des crédits parlementaires. Elle rend compte au Parlement par l'intermédiaire du ministre des Transports. Sa mission est de protéger le public en assurant la sûreté d'aspects critiques du système de transport aérien.

L'ACSTA s'acquitte du mandat d'effectuer les contrôles de sécurité dans 89 aéroports désignés au pays au moyen d'un modèle de tiers fournisseur de services de contrôle. L'ACSTA est chargée d'exécuter les quatre activités suivantes qui sont prévues dans son mandat :

- le contrôle préembarquement (CPE) : le contrôle des passagers, de leurs bagages de cabine et de leurs effets personnels avant leur entrée dans la zone sécurisée d'une aérogare;
- le contrôle des bagages enregistrés (CBE) : le contrôle des bagages enregistrés (ou de soute) des passagers avant leur embarquement à bord d'aéronefs;

- le contrôle des non-passagers (CNP) : le contrôle aléatoire des non-passagers et de leurs effets personnels, y compris les véhicules, entrant dans des zones réglementées de l'aérodrome des aéroports à risque élevé;
- le programme de carte d'identité pour les zones réglementées (CIZR) : le programme dans le cadre duquel on utilise les données biométriques (image de l'iris et empreintes digitales) pour permettre aux non-passagers d'accéder aux zones réglementées des aéroports.

L'ACSTA est aussi tenue de voir à ce que le contrôle de sûreté s'effectue de manière uniforme au Canada. Elle est également responsable des fonctions rattachées à la sûreté du transport aérien que le ministre des Transports pourrait lui assigner, sous réserve des modalités que le ministre pourrait établir.

En plus des activités prévues dans son mandat, l'ACSTA a conclu une entente avec Transports Canada afin d'effectuer le contrôle du fret dans les petits aéroports où il est possible de le faire. Ce programme vise à assurer le contrôle de quantités limitées de fret, durant les périodes creuses, en utilisant les ressources, la technologie et les procédures existantes.

En juin 2020, Transports Canada a annoncé que l'ACSTA ferait la vérification de la température des passagers ainsi que des employés et du personnel qui pénètrent ou travaillent à l'intérieur des zones réglementées des aéroports. L'ACSTA a respecté l'échéance fixée par Transports Canada en instaurant la vérification de la température dans les quatre aéroports les plus achalandés du Canada avant la fin de juillet et dans onze autres aéroports avant la fin de septembre.

Au cours des exercices précédents, l'ACSTA a fourni des services de contrôle, selon le principe de recouvrement des coûts, à l'Autorité aéroportuaire du Grand Toronto (GTAA) et à l'administration aéroportuaire de Muskoka. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, aucun service n'a été fourni au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2020.

## **CONTEXTE OPÉRATIONNEL**

### **PANDÉMIE DE COVID-19**

---

À la suite de la COVID-19, il y a eu une réduction marquée des volumes de passagers dans les aéroports canadiens. Selon les statistiques produites par le Système de sûreté des cartes d'embarquement de l'ACSTA, le nombre de personnes contrôlées au Canada a diminué de 85,6 % au cours du trimestre clos le 31 décembre 2020, par rapport à la période correspondante de 2019. Les activités de contrôle et le matériel de contrôle de l'ACSTA ont subi des répercussions importantes, puisque certaines voies de contrôle ont été temporairement fermées.

Étant donné les répercussions de la pandémie sur ses activités de contrôle, l'ACSTA a conclu des ententes temporaires avec ses fournisseurs de services de contrôle tiers. Alors que ces ententes prévoient une réduction du nombre d'heures de services de contrôle achetées qui ne reflète pas entièrement le déclin des volumes de passagers, elles maintiennent l'effectif d'agents de contrôle certifiés à un niveau jugé approprié pour maîtriser les coûts et donner à l'ACSTA la flexibilité voulue pour s'adapter en fonction de l'évolution de la situation.

### **ACTIVITÉS CONTRACTUELLES**

---

Après le 31 décembre 2020, les Ententes de services de contrôle aux aéroports (ESCA) de l'ACSTA avec ses fournisseurs de services de contrôle tiers ont été prolongées de deux ans et viendront à échéance le 31 mars 2024.

## RISQUES ET INCERTITUDES

L'ACSTA surveille et réévalue régulièrement ses risques organisationnels. Aucun changement important n'a été apporté au profil de gestion des risques de l'entreprise de l'ACSTA qui a été communiqué dans le Rapport annuel de 2020 de l'ACSTA.

## ANALYSE DES RÉSULTATS FINANCIERS

### ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

La présente partie du rapport décrit les principaux écarts relevés au sein de l'état intermédiaire résumé du résultat global pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 décembre 2020 et le 31 décembre 2019.

Points saillants financiers – État intermédiaire résumé du résultat global  (en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les 31 décembre				Périodes de neuf mois closes les 31 décembre			
	2020		2019		2020		2019	
	(non audités)	(non audités)	Écart en \$	Écart en %	(non audités)	(non audités)	Écart en \$	Écart en %
<b>Charges<sup>1</sup></b>								
Services de contrôle et autres coûts connexes	125 249 \$	158 128 \$	(32 879)\$	(20,8 %)	381 857 \$	466 254 \$	(84 397)\$	(18,1 %)
Exploitation et entretien du matériel	12 165	10 908	1 257	11,5 %	29 554	33 344	(3 790)	(11,4 %)
Soutien des programmes et services généraux	21 725	21 469	256	1,2 %	65 780	63 762	2 018	3,2 %
Amortissement	19 343	18 165	1 178	6,5 %	56 309	53 000	3 309	6,2 %
<b>Total des charges</b>	<b>178 482</b>	<b>208 670</b>	<b>(30 188)</b>	<b>(14,5 %)</b>	<b>533 500</b>	<b>616 360</b>	<b>(82 860)</b>	<b>(13,4 %)</b>
<b>Autres charges (produits)</b>	<b>1 097</b>	<b>1 302</b>	<b>(205)</b>	<b>(15,7 %)</b>	<b>2 973</b>	<b>3 220</b>	<b>(247)</b>	<b>(7,7 %)</b>
<b>Performance financière avant les revenus et le financement public</b>	<b>179 579</b>	<b>209 972</b>	<b>(30 393)</b>	<b>(14,5 %)</b>	<b>536 473</b>	<b>619 580</b>	<b>(83 107)</b>	<b>(13,4 %)</b>
<b>Revenus</b>	<b>125</b>	<b>452</b>	<b>(327)</b>	<b>(72,3 %)</b>	<b>314</b>	<b>6 680</b>	<b>(6 366)</b>	<b>(95,3 %)</b>
<b>Financement public</b>								
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation	157 633	187 072	(29 439)	(15,7 %)	471 427	547 567	(76 140)	(13,9 %)
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations	18 351	18 247	104	0,6 %	54 308	52 844	1 464	2,8 %
Crédits parlementaires pour les paiements de loyers	978	984	(6)	(0,6 %)	2 991	2 946	45	1,5 %
<b>Total du financement public</b>	<b>176 962</b>	<b>206 303</b>	<b>(29 341)</b>	<b>(14,2 %)</b>	<b>528 726</b>	<b>603 357</b>	<b>(74 631)</b>	<b>(12,4 %)</b>
<b>Performance financière</b>	<b>(2 492)\$</b>	<b>(3 217)\$</b>	<b>725 \$</b>	<b>22,5 %</b>	<b>(7 433)\$</b>	<b>(9 543)\$</b>	<b>2 110 \$</b>	<b>22,1 %</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>12 409</b>	<b>19 572</b>	<b>(7 163)</b>	<b>(36,6 %)</b>	<b>(14 027)</b>	<b>(3 097)</b>	<b>(10 930)</b>	<b>(352,9 %)</b>
<b>Résultat global total</b>	<b>9 917 \$</b>	<b>16 355 \$</b>	<b>(6 438)\$</b>	<b>(39,4 %)</b>	<b>(21 460)\$</b>	<b>(12 640)\$</b>	<b>(8 820)\$</b>	<b>(69,8 %)</b>

<sup>1</sup> Les charges d'exploitation sont présentées par activité de programme dans l'état intermédiaire résumé du résultat global, alors qu'elles sont présentées par catégorie principale de charge dans le tableau ci-dessus, conformément à la note complémentaire 13 des états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2020.

### ***Services de contrôle et autres coûts connexes***

Les charges relatives aux services de contrôle et autres coûts connexes ont diminué de 32 879 \$ (20,8 %) et de 84 397 \$ (18,1 %) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2020, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2019 surtout en raison de l'incidence de la pandémie de COVID-19. Ces écarts s'expliquent surtout par la diminution du nombre d'heures de contrôle achetées aux montants de 46 631 \$ et de 111 556 \$, respectivement. Ces diminutions ont été partiellement compensées par l'achat d'heures supplémentaires associées à la vérification de la température aux montants de 12 299 \$ et de 17 422 \$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2020.

Ces baisses nettes du nombre d'heures de contrôle achetées ont été en partie compensées par les augmentations annuelles du taux de facturation des fournisseurs de services de contrôle qui ont totalisé 4 541 \$ et 11 681 \$, respectivement, et par les frais additionnels engagés au titre du renforcement des mesures sanitaires aux postes de contrôle et de l'acquisition de matériel de protection individuelle pour le trimestre et la période de neuf mois qui ont totalisé 776 \$ et 4 233 \$, respectivement.

### ***Exploitation et entretien du matériel***

Les frais d'exploitation et d'entretien du matériel ont augmenté de 1 257 \$ (11,5 %) et diminué de 3 790 \$ (11,4 %) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2020, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2019. L'augmentation des frais pour le trimestre considéré est principalement attribuable à une dépréciation de 3 177 \$ au titre des pièces de rechange liées à du matériel mis hors service dans le cadre du programme de recapitalisation des systèmes de CBE. Cette dépréciation compense partiellement la diminution générale des frais pour la période de neuf mois qui est attribuable à une baisse des frais d'entretien et des coûts des pièces de rechange pour le matériel lié aux systèmes de détection d'explosifs (SDE) qui s'explique, en grande partie, par une réduction de l'utilisation de ce matériel à la suite de la fermeture temporaire de certaines voies de contrôle, et par le remplacement d'anciens matériels du SDE par du nouveau matériel sous garantie. La diminution est aussi attribuable à une réduction des activités de formation.

### ***Soutien des programmes et services généraux***

Les charges au titre du soutien des programmes et des services généraux ont augmenté de 256 \$ (1,2 %) et de 2 018 \$ (3,2 %) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2020, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2019. Ces augmentations s'expliquent principalement par l'achat d'une assurance contre le risque de guerre pour laquelle le gouvernement du Canada avait fourni un mécanisme d'indemnisation au cours des exercices antérieurs et par une hausse des frais relatifs aux employés. Ces augmentations ont été en partie compensées par une diminution des frais de déplacement.

### ***Amortissement***

L'amortissement a augmenté de 1 178 \$ (6,5 %) et de 3 309 \$ (6,2 %) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2020, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2019. Ces augmentations sont surtout attribuables à l'amortissement comptabilisé pour les nouveaux matériels de CBE déployés dans le cadre du programme de recapitalisation des systèmes de CBE. Les augmentations ont été en partie compensées par du matériel devenant complètement amorti ou mis hors service.

## **Revenus**

Les revenus ont diminué de 327 \$ (72,3 %) et de 6 366 \$ (95,3 %) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2020, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2019. Ces diminutions s'expliquent par le fait que l'ACSTA n'a pas fourni de services de contrôle supplémentaire à la GTAA au cours du trimestre et de la période de neuf mois considérés en raison de la pandémie de COVID-19.

## **Financement public**

L'ACSTA finance ses charges d'exploitation et ses dépenses en immobilisations, notamment ses paiements de loyers, au moyen de crédits provenant du Trésor fédéral.

### Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation

Le montant des crédits parlementaires pour les charges d'exploitation a diminué de 29 439 \$ (15,7 %) et de 76 140 \$ (13,9 %) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2020, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de 2019. Ces diminutions s'expliquent principalement par la baisse des charges au titre des services de contrôle et des autres coûts connexes, qui a été décrite précédemment.

## **Autres éléments du résultat global**

Les autres éléments du résultat global comprennent les réévaluations trimestrielles sans effet sur la trésorerie découlant de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et au rendement des actifs des régimes de retraite.

Le gain au titre des autres éléments du résultat global de 12 409 \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2020 est attribuable à un gain de réévaluation dû à un taux de rendement réel des actifs des régimes supérieur au taux retenu comme hypothèse par l'ACSTA. Le gain au titre des autres éléments du résultat global de 19 572 \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2019 était attribuable à un gain de réévaluation de 15 533 \$ sur l'obligation au titre des prestations définies à la suite d'une augmentation du taux d'actualisation de 25 points de base entre le 30 septembre 2019 et le 31 décembre 2019. Le gain a aussi été attribuable à un gain de réévaluation de 4 039 \$ dû à un taux de rendement réel des actifs des régimes supérieur au taux retenu comme hypothèse par l'ACSTA.

La perte au titre des autres éléments du résultat global de 14 027 \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020 est attribuable à une perte de réévaluation de 55 637 \$ sur l'obligation au titre des prestations définies à la suite d'une diminution du taux d'actualisation de 100 points de base depuis le 31 mars 2020. Cette perte est partiellement compensée par un gain de réévaluation de 41 610 \$ attribuable à un taux de rendement réel des actifs des régimes supérieur au taux retenu comme hypothèse par l'ACSTA. La perte au titre des autres éléments du résultat global de 3 097 \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019 était attribuable à une perte de réévaluation de 14 263 \$ sur l'obligation au titre des prestations définies à la suite d'une diminution du taux d'actualisation de 25 points de base entre le 31 mars 2019 et le 31 décembre 2019. Cette perte a été partiellement compensée par un gain de réévaluation de 11 166 \$ attribuable à un taux de rendement réel des actifs des régimes supérieur au taux retenu comme hypothèse par l'ACSTA.

Pour plus de renseignements, se reporter à la note complémentaire 9 des états financiers intermédiaires résumés non audités.

## ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

La présente section décrit les principaux écarts relevés entre l'état intermédiaire résumé de la situation financière au 31 décembre 2020 par rapport à la situation financière au 31 mars 2020.

Points saillants financiers – État intermédiaire				
résumé de la situation financière	31 décembre	31 mars		
(en milliers de dollars canadiens)	2020	2020	Écart en \$	Écart en %
	(non audités)	(audités)		
Actifs courants	139 675 \$	182 252 \$	(42 577) \$	(23,4 %)
Actifs non courants	497 268	523 918	(26 650)	(5,1 %)
<b>Total des actifs</b>	<b>636 943 \$</b>	<b>706 170 \$</b>	<b>(69 227) \$</b>	<b>(9,8 %)</b>
Passifs courants	148 270 \$	180 053 \$	(31 783) \$	(17,7 %)
Passifs non courants	534 035	550 019	(15 984)	(2,9 %)
<b>Total des passifs</b>	<b>682 305 \$</b>	<b>730 072 \$</b>	<b>(47 767) \$</b>	<b>(6,5 %)</b>

### Actifs

Les actifs courants ont diminué de 42 577 \$ (23,4 %) surtout pour les raisons suivantes :

- une diminution de 37 472 \$ des clients et autres débiteurs qui est principalement attribuable à une baisse des crédits parlementaires à recevoir et des montants à recevoir au titre des services de contrôle supplémentaire;
- une diminution de 4 072 \$ des stocks principalement attribuable à la dépréciation de pièces de rechange liées à du matériel mis hors service dans le cadre du programme de recapitalisation des systèmes de CBE;
- une diminution de 1 345 \$ des dépenses payées d'avance qui est attribuable à la comptabilisation d'une charge d'amortissement pour les primes d'assurance annuelles, et aux services d'entretien et de soutien annuels.

Les actifs non courants ont diminué de 26 650 \$ (5,1 %) principalement pour les raisons suivantes :

- une diminution de 15 349 \$ des immobilisations corporelles principalement attribuable à la comptabilisation d'une charge d'amortissement de 51 853 \$ qui a été en partie compensée par des acquisitions d'une valeur totale de 37 511 \$;
- une diminution de 11 384 \$ des actifs au titre de droits d'utilisation attribuable principalement à la réévaluation de l'échéancier d'un des contrats de location d'une valeur de 8 624 \$. La diminution est aussi attribuable à la comptabilisation d'une charge d'amortissement de 2 762 \$.

## *Passifs*

Les passifs courants ont diminué de 31 783 \$ (17,7 %) surtout pour les raisons suivantes :

- une diminution de 34 239 \$ des fournisseurs et autres créditeurs en raison du calendrier des décaissements effectués au titre d'obligations non réglées auprès de fournisseurs;
- une diminution de 4 471 \$ du financement public différé lié aux charges d'exploitation attribuable à la réduction des soldes des stocks et des dépenses payées d'avance;
- une augmentation de 5 385 \$ de la portion courante des retenues de garantie en raison de projets de recapitalisation des systèmes de CBE non courants qui sont désormais courants et de travaux de construction en cours dans le cadre du programme de recapitalisation des systèmes de CBE.

Les passifs non courants ont diminué de 15 984 \$ (2,9 %) principalement pour les raisons suivantes :

- une diminution de 14 804 \$ du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations résultant d'un excédent de l'amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations de 54 308 \$ sur les crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations de 39 504 \$;
- une diminution de 11 531 \$ de la portion non courante des obligations locatives attribuable principalement à la réévaluation de l'échéancier d'un des contrats de location totalisant 8 624 \$. La diminution est aussi attribuable aux paiements de loyers continus;
- une diminution de 5 410 \$ de la portion non courante des retenues de garantie attribuable à des projets de recapitalisation des systèmes de CBE qui étaient non courants et qui sont désormais courants;
- une augmentation de 15 458 \$ du passif au titre des avantages du personnel en lien avec le régime de retraite enregistré de l'ACSTA et l'autre régime à prestations définies.

## **PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR RAPPORT AU PLAN D'ENTREPRISE**

Le Résumé du plan d'entreprise 2020-2021 à 2021-2022 de l'ACSTA n'avait pas encore été déposé au Parlement au moment de publier le présent rapport. Tant que ce résumé ne sera pas déposé au Parlement et rendu public, l'ACSTA ne sera pas en mesure de présenter une analyse des écarts importants entre ses résultats financiers et les résultats anticipés dans le Résumé du plan d'entreprise de 2020-2021 à 2021-2022 .



## RAPPORT SUR L'UTILISATION DES CRÉDITS PARLEMENTAIRES

### Charges d'exploitation

Les activités de l'ACSTA sont financées principalement grâce aux crédits parlementaires accordés par le gouvernement du Canada. Le tableau ci-après permet d'effectuer un rapprochement entre la performance financière comptabilisée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) et les crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation selon la méthode de comptabilité d'exercice dite « de caisse modifiée » :

Rapprochement de la performance financière et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation (en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre		31 décembre	
	2020 (non audités)	2019 (non audités)	2020 (non audités)	2019 (non audités)
<b>Performance financière avant les revenus et le financement public</b>	179 579 \$	209 972 \$	536 473 \$	619 580 \$
<b>Revenus</b>	(125)	(452)	(314)	(6 680)
<b>Performance financière avant le financement public</b>	179 454	209 520	536 159	612 900
<b>Charges sans effet sur la trésorerie</b>				
Amortissement	(19 343)	(18 165)	(56 309)	(53 000)
Frais relatifs aux employés à payer <sup>1</sup>	(1 060)	(954)	(3 614)	(2 782)
Variation de la juste valeur des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat	(967)	(343)	(2 355)	(628)
Charges au titre des avantages du personnel <sup>2</sup>	(549)	(1 847)	(1 629)	(6 011)
Charges financières sans effet sur la trésorerie liées aux contrats de location	(85)	(122)	(307)	(375)
Gain de change hors trésorerie comptabilisé en performance financière	161	34	411	194
Gain (perte) sur la sortie d'immobilisations corporelles	22	(383)	53	(1 371)
Perte de valeur d'immobilisations corporelles	-	(597)	(177)	(597)
Charges au titre des pièces de rechange provenant des immobilisations <sup>3</sup>	-	(47)	(7)	(48)
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	(24)	(798)	(715)
<b>Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation</b>	<b>157 633 \$</b>	<b>187 072 \$</b>	<b>471 427 \$</b>	<b>547 567 \$</b>
<b>Autres éléments affectant le financement</b>				
Variation nette des dépenses payées d'avance et des stocks <sup>4</sup>	(4 298)	(215)	(4 471)	(2 744)
<b>Total des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation</b>	<b>153 335 \$</b>	<b>186 857 \$</b>	<b>466 956 \$</b>	<b>544 823 \$</b>

<sup>1</sup> Les frais relatifs aux employés à payer sont des ajustements comptables qui se composent des sommes engagées au titre de la rémunération variable et des indemnités de vacances utilisées et constituées au 31 décembre 2020. Ces frais sont comptabilisés selon la comptabilité de caisse modifiée seulement à la fin de l'exercice, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement lors des périodes intermédiaires.

<sup>2</sup> Les avantages du personnel sont comptabilisés dans l'état intermédiaire résumé du résultat global conformément aux IFRS. L'élément de rapprochement susmentionné représente la différence entre les versements en espèces au titre des avantages du personnel et la charge comptable selon les IFRS.

<sup>3</sup> Les charges au titre des pièces de rechange provenant des immobilisations se composent d'éléments qui ont été financés grâce à des crédits parlementaires liés aux dépenses en immobilisations au cours des exercices antérieurs, mais qui ont été utilisés et passés en charges comme pièces de rechange au cours de l'exercice considéré, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

<sup>4</sup> Les dépenses payées d'avance financées au moyen des crédits pour les charges d'exploitation et les stocks sont passées en charges au fur et à mesure qu'un avantage lié à l'actif est obtenu par l'ACSTA. Ils sont financés au moyen des crédits parlementaires au moment où les achats sont faits, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

### Dépenses en immobilisations

Le tableau ci-après résume le rapprochement entre les dépenses en immobilisations présentées selon les IFRS et les crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations :

Rapprochement des dépenses en immobilisations et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations (en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre		31 décembre	
	2020 (non audités)	2019 (non audités)	2020 (non audités)	2019 (non audités)
Matériel lié aux systèmes de détection d'explosifs	11 756 \$	28 434 \$	29 686 \$	72 034 \$
Matériel non lié aux systèmes de détection d'explosifs	1 654	1 817	9 800	6 184
Paiements de loyers	978	984	2 991	2 946
<b>Total des dépenses en immobilisations</b>	<b>14 388 \$</b>	<b>31 235 \$</b>	<b>42 477 \$</b>	<b>81 164 \$</b>
Produits de la sortie d'immobilisations corporelles <sup>1</sup>	(22)	(35)	(78)	(68)
Ajustement hors trésorerie pour la conversion de devises en lien avec des dépenses en immobilisations	96	(81)	96	(81)
<b>Total des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations</b>	<b>14 462 \$</b>	<b>31 119 \$</b>	<b>42 495 \$</b>	<b>81 015 \$</b>

<sup>1</sup> Les produits de la sortie d'immobilisations corporelles incluent des produits sans effet sur la trésorerie reçus sous forme de notes de crédit de fournisseurs.

## DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés non audités conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, et à la *Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction est également chargée de veiller à ce que toutes les autres informations présentées dans le présent rapport financier trimestriel concordent, le cas échéant, avec celles contenues dans les états financiers intermédiaires résumés non audités.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de l'ACSTA aux dates de clôture présentées dans les états financiers intermédiaires résumés non audités et pour les périodes closes à ces dates.



---

Michael Saunders  
Président et chef de la direction

Ottawa, Canada

23 février 2021



---

Nancy Fitchett, CPA, CA  
Vice-présidente, Affaires organisationnelles et  
chef des services financiers

Ottawa, Canada

23 février 2021

États financiers intermédiaires résumés

# **ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN**

31 décembre 2020

(non audités)

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé de la situation financière

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	31 décembre 2020	31 mars 2020
<b>Actifs</b>		
Actifs courants		
Trésorerie	19 730 \$	18 492 \$
Clients et autres débiteurs (note 4)	104 841	142 313
Stocks (note 5)	11 953	16 025
Dépenses payées d'avance	3 151	4 496
Actifs financiers dérivés (note 15)	-	926
	139 675	182 252
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles (note 6)	467 847	483 196
Immobilisations incorporelles (note 7)	17 310	17 029
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 8)	10 827	22 211
Actif au titre des avantages du personnel (note 9)	1 284	1 482
	497 268	523 918
<b>Total des actifs</b>	<b>636 943 \$</b>	<b>706 170 \$</b>
<b>Passifs et capitaux propres</b>		
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs	106 479 \$	140 718 \$
Retenues de garantie	21 752	16 367
Provisions (note 10)	200	-
Obligations locatives (note 11)	3 764	3 548
Financement public différé lié aux charges d'exploitation (note 12)	14 949	19 420
Passifs financiers dérivés (note 15)	1 126	-
	148 270	180 053
Passifs non courants		
Retenues de garantie (note 15)	-	5 410
Obligations locatives (note 11)	7 848	19 379
Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 12)	483 990	498 794
Passifs financiers dérivés (note 15)	303	-
Passif au titre des avantages du personnel (note 9)	41 894	26 436
	534 035	550 019
Capitaux propres		
Déficit accumulé	(45 362)	(23 902)
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>	<b>636 943 \$</b>	<b>706 170 \$</b>

Éventualités (note 10) et accords contractuels (note 16)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé du résultat global

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2020	2019	2020	2019
<b>Charges</b>				
Contrôle préembarquement	86 977 \$	116 593 \$	269 733 \$	345 652 \$
Contrôle des bagages enregistrés	39 560	43 628	116 286	126 901
Contrôle des non-passagers	38 818	36 191	108 371	107 290
Programme de carte d'identité pour les zones réglementées	845	740	1 961	2 269
Services généraux	12 282	11 518	37 149	34 248
<b>Total des charges (note 13)</b>	<b>178 482</b>	<b>208 670</b>	<b>533 500</b>	<b>616 360</b>
<b>Autres charges (produits)</b>				
Perte nette sur la juste valeur des instruments financiers dérivés	967	343	2 355	628
Charges financières	86	157	310	413
Perte (gain) de change	66	(202)	(614)	(504)
(Gain) perte sur la sortie d'immobilisations corporelles	(22)	383	(53)	1 371
Perte de valeur d'immobilisations corporelles (note 6)	-	597	177	597
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	24	798	715
<b>Total des autres charges (produits)</b>	<b>1 097</b>	<b>1 302</b>	<b>2 973</b>	<b>3 220</b>
<b>Performance financière avant les revenus et le financement public</b>	<b>179 579</b>	<b>209 972</b>	<b>536 473</b>	<b>619 580</b>
<b>Revenus</b>				
Produits financiers	125	308	314	915
Services de contrôle – supplémentaires	-	137	-	5 673
Revenus divers	-	4	-	4
Services de contrôle – autres	-	3	-	88
<b>Total des revenus</b>	<b>125</b>	<b>452</b>	<b>314</b>	<b>6 680</b>
<b>Financement public</b>				
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation (note 12)	157 633	187 072	471 427	547 567
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 12)	18 351	18 247	54 308	52 844
Crédits parlementaires pour les paiements de loyers (note 14)	978	984	2 991	2 946
<b>Total du financement public</b>	<b>176 962</b>	<b>206 303</b>	<b>528 726</b>	<b>603 357</b>
<b>Performance financière</b>	<b>(2 492) \$</b>	<b>(3 217) \$</b>	<b>(7 433) \$</b>	<b>(9 543) \$</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>				
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière				
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	12 409	19 572	(14 027)	(3 097)
<b>Résultat global total</b>	<b>9 917 \$</b>	<b>16 355 \$</b>	<b>(21 460) \$</b>	<b>(12 640) \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

## ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres  
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

<b>Pour les trimestres clos le 31 décembre :</b>	
	Déficit accumulé
Solde au 30 septembre 2020	(55 279) \$
Performance financière	(2 492)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	12 409
Solde au 31 décembre 2020	(45 362) \$
Solde au 30 septembre 2019	(52 634) \$
Performance financière	(3 217)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	19 572
Solde au 31 décembre 2019	(36 279) \$
<b>Pour les périodes de neuf mois closes le 31 décembre :</b>	
	Déficit accumulé
Solde au 31 mars 2020	(23 902) \$
Performance financière	(7 433)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	(14 027)
Solde au 31 décembre 2020	(45 362) \$
Solde au 31 mars 2019	(23 639) \$
Performance financière	(9 543)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	(3 097)
Solde au 31 décembre 2019	(36 279) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Tableau intermédiaire résumé des flux de trésorerie  
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2020	2019	2020	2019
Flux de trésorerie liés aux :				
Activités d'exploitation				
Performance financière	(2 492) \$	(3 217) \$	(7 433) \$	(9 543) \$
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement (note 13)	19 343	18 165	56 309	53 000
Variation de la juste valeur des instruments financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	967	343	2 355	628
Augmentation du passif net au titre des avantages du personnel	549	1 847	1 629	6 011
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 12)	(18 351)	(18 247)	(54 308)	(52 844)
(Gain) perte sur la sortie d'immobilisations corporelles	(22)	383	(53)	1 371
Autres transactions sans effet sur la trésorerie (note 18)	3 181	47	3 509	(10)
Perte de valeur d'immobilisations corporelles (note 6)	-	597	177	597
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	24	798	715
Variation nette des soldes du fonds de roulement (note 18)	2 069	(54 604)	22 669	(25 036)
	5 244	(54 662)	25 652	(25 111)
Activités d'investissement				
Crédits parlementaires reçus pour le financement d'immobilisations (note 14)	19 922	23 607	33 109	131 097
Acquisition d'immobilisations corporelles	(13 663)	(11 544)	(52 592)	(65 971)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(192)	(1 974)	(2 247)	(6 279)
Produits de la sortie d'immobilisations corporelles	-	-	-	1
	6 067	10 089	(21 730)	58 848
Activités de financement				
Paiements en capital sur les obligations locatives	(893)	(862)	(2 684)	(2 571)
	(893)	(862)	(2 684)	(2 571)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	10 418	(45 435)	1 238	31 166
Trésorerie à l'ouverture de la période	9 312	80 608	18 492	4 007
Trésorerie à la clôture de la période	19 730 \$	35 173 \$	19 730 \$	35 173 \$

La charge d'intérêts payée et le produit d'intérêts reçu correspondent approximativement aux charges financières et aux produits financiers, respectivement, tel qu'ils sont présentés à l'état intermédiaire résumé du résultat global.

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 18)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.



# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non auditées)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2020  
(en milliers de dollars canadiens)

---

## 1. Renseignements sur l'organisation

L'ACSTA est une société d'État visée par la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Elle est un mandataire de Sa Majesté du chef du Canada. L'ACSTA est chargée d'assurer la sûreté d'aspects précis du système de transport aérien, du contrôle des passagers et des bagages au contrôle des travailleurs des aéroports.

L'ACSTA est financée au moyen de crédits parlementaires et rend compte au Parlement par l'entremise du ministre des Transports. Au cours des exercices précédents, l'ACSTA a fourni des services de contrôle à l'Autorité aéroportuaire du Grand Toronto (GTAA) et à l'Administration aéroportuaire de Muskoka selon le principe de recouvrement des coûts. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, aucun service n'a été fourni pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2020.

Le Conseil d'administration a autorisé la publication des présents états financiers intermédiaires résumés le 23 février 2021.

## 2. Base d'établissement

Les états financiers intermédiaires résumés ont été établis conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par le Conseil des normes comptables internationales et approuvée par le Conseil des normes comptables du Canada.

L'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* exige que la plupart des sociétés d'État mères préparent et publient des rapports financiers trimestriels conformément à la *Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas été audités ni examinés par l'auditeur externe de l'ACSTA.

Comme l'autorise l'IAS 34, les présents états financiers intermédiaires sont présentés de façon résumée et, par conséquent, ne renferment pas toutes les informations qui doivent être fournies pour être conformes, dans tous les aspects significatifs, aux dispositions des IFRS relatives aux informations à fournir applicables aux états financiers annuels. Les présents états financiers intermédiaires résumés sont destinés à actualiser les informations fournies dans le jeu complet d'états financiers annuels audités le plus récent. Par conséquent, ils devraient être lus conjointement avec les états financiers annuels audités pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

## 3. Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables utilisées dans les présents états financiers intermédiaires résumés sont décrites à la note 3 des états financiers annuels audités de l'ACSTA pour l'exercice clos le 31 mars 2020.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

## 4. Clients et autres débiteurs

Les clients et autres débiteurs sont composés des éléments suivants :

	31 décembre 2020	31 mars 2020
Crédits parlementaires (note 17)	98 476 \$	132 862 \$
TPS et TVH à recouvrer (note 17)	5 352	5 143
TVP à recouvrer	1 006	2 397
Autre	7	-
Services de contrôle – supplémentaires	-	1 911
	104 841 \$	142 313 \$

Les modalités de crédit relatives aux comptes clients sont de 30 jours. Au 31 décembre 2020 et au 31 mars 2020, aucun montant inclus dans les clients et autres débiteurs n'était en souffrance.

## 5. Stocks

Les stocks sont composés des éléments suivants :

	31 décembre 2020	31 mars 2020
Pièces de rechange	10 903 \$	13 956 \$
CIZR	927	1 183
Uniformes	123	886
	11 953 \$	16 025 \$

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2020, l'ACSTA a comptabilisé une dépréciation de 3 183 \$ (0 \$ en 2019) et de 3 511 \$ (8 \$ en 2019), respectivement. Ceci inclus une dépréciation de 3 177 \$ au cours du trimestre clos le 31 décembre 2020 pour des pièces de rechange liées à du matériel mis hors service selon le programme de recapitalisation des systèmes de CBE.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

## 6. Immobilisations corporelles

Le rapprochement des immobilisations corporelles se présente comme suit :

	Matériel de CPE	Matériel de CBE	Matériel de CNP	Matériel pour l'utilisa- tion de la CIZR	Ordinateurs, logiciels intégrés et matériel électronique	Mobilier et matériel de bureau	Améliora- tions locatives	Travaux en cours	Total
<b>Coût</b>									
Solde au 31 mars 2019	159 376	\$ 719 505	\$ 18 391	\$ 4 475	\$ 28 234	\$ 129	\$ 10 613	\$ 95 956	\$ 1 036 679
Entrées	3 589	56 594	-	370	1 964	-	165	33 472	96 154
Sorties	(2 584)	(133 350)	(187)	-	(1 813)	-	-	-	(137 934)
Radiations	(431)	(3 055)	-	(189)	(1 901)	-	(864)	(31)	(6 471)
Pertes de valeur	-	-	-	-	(214)	-	-	(383)	(597)
Reclassements	(3 542)	72 391	2 653	27	2 436	-	-	(73 965)	-
<b>Solde au 31 mars 2020</b>	<b>156 408</b>	<b>\$ 712 085</b>	<b>\$ 20 857</b>	<b>\$ 4 683</b>	<b>\$ 28 706</b>	<b>\$ 129</b>	<b>\$ 9 914</b>	<b>\$ 55 049</b>	<b>\$ 987 831</b>
Solde au 31 mars 2020	156 408	\$ 712 085	\$ 20 857	\$ 4 683	\$ 28 706	\$ 129	\$ 9 914	\$ 55 049	\$ 987 831
Entrées	1 361	13 456	225	448	5 317	-	259	16 445	37 511
Sorties	(63)	(111 142)	-	-	(527)	-	-	-	(111 732)
Radiations	(1 965)	(18)	-	(16)	(1 773)	-	-	-	(3 772)
Pertes de valeur	-	-	-	-	(177)	-	-	-	(177)
Reclassements	3 534	23 270	-	167	542	-	65	(27 578)	-
<b>Solde au 31 décembre 2020</b>	<b>159 275</b>	<b>\$ 637 651</b>	<b>\$ 21 082</b>	<b>\$ 5 282</b>	<b>\$ 32 088</b>	<b>\$ 129</b>	<b>\$ 10 238</b>	<b>\$ 43 916</b>	<b>\$ 909 661</b>
<b>Amortissement cumulé</b>									
Solde au 31 mars 2019	97 357	\$ 440 136	\$ 10 898	\$ 3 407	\$ 19 945	\$ 24	\$ 9 388	\$ -	\$ 581 155
Amortissement	12 908	47 690	1 650	551	2 890	24	349	-	66 062
Sorties	(2 531)	(131 887)	(187)	-	(1 813)	-	-	-	(136 418)
Radiations	(334)	(2 946)	-	(189)	(1 831)	-	(864)	-	(6 164)
Reclassements	(4 210)	2 542	1 668	-	-	-	-	-	-
<b>Solde au 31 mars 2020</b>	<b>103 190</b>	<b>\$ 355 535</b>	<b>\$ 14 029</b>	<b>\$ 3 769</b>	<b>\$ 19 191</b>	<b>\$ 48</b>	<b>\$ 8 873</b>	<b>\$ -</b>	<b>\$ 504 635</b>
Solde au 31 mars 2020	103 190	\$ 355 535	\$ 14 029	\$ 3 769	\$ 19 191	\$ 48	\$ 8 873	\$ -	\$ 504 635
Amortissement	7 407	40 500	899	354	2 381	18	294	-	51 853
Sorties	(63)	(111 117)	-	-	(527)	-	-	-	(111 707)
Radiations	(1 950)	773	-	(17)	(1 773)	-	-	-	(2 967)
<b>Solde au 31 décembre 2020</b>	<b>108 584</b>	<b>\$ 285 691</b>	<b>\$ 14 928</b>	<b>\$ 4 106</b>	<b>\$ 19 272</b>	<b>\$ 66</b>	<b>\$ 9 167</b>	<b>\$ -</b>	<b>\$ 441 814</b>
<b>Valeurs comptables</b>									
Au 31 mars 2020	53 218	\$ 356 550	\$ 6 828	\$ 914	\$ 9 515	\$ 81	\$ 1 041	\$ 55 049	\$ 483 196
Au 31 décembre 2020	50 691	\$ 351 960	\$ 6 154	\$ 1 176	\$ 12 816	\$ 63	\$ 1 071	\$ 43 916	\$ 467 847

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2020, l'ACSTA a comptabilisé des pertes de valeur de 0 \$ et de 177 \$, respectivement, liées à du matériel de contrôle qui n'était plus en mesure de contribuer à la réalisation de son mandat. Ces actifs ont été jugés entièrement dépréciés et la valeur comptable nette résiduelle a été comptabilisée comme perte de valeur. La valeur recouvrable, soit la valeur d'utilité du matériel pour l'ACSTA, a été considérée comme nulle, étant donné que tous les flux de trésorerie futurs associés au matériel sont estimés à 0 \$.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

## 7. Immobilisations incorporelles

Le rapprochement des immobilisations incorporelles se présente comme suit :

	Logiciels acquis à l'extérieur	Logiciels créés à l'interne	En développement	Total
<b>Coût</b>				
Solde au 31 mars 2019	9 120 \$	20 208 \$	4 577 \$	33 905 \$
Entrées	1 616	203	2 166	3 985
Radiations	(171)	(4 444)	-	(4 615)
Reclassements	1 062	952	(2 014)	-
<b>Solde au 31 mars 2020</b>	<b>11 627 \$</b>	<b>16 919 \$</b>	<b>4 729 \$</b>	<b>33 275 \$</b>
Solde au 31 mars 2020	11 627 \$	16 919 \$	4 729 \$	33 275 \$
Entrées	26	1 944	5	1 975
Radiations	(128)	(70)	-	(198)
Reclassements	-	4 729	(4 729)	-
<b>Solde au 31 décembre 2020</b>	<b>11 525 \$</b>	<b>23 522 \$</b>	<b>5 \$</b>	<b>35 052 \$</b>
<b>Amortissement cumulé</b>				
Solde au 31 mars 2019	4 005 \$	14 185 \$	- \$	18 190 \$
Amortissement	888	1 240	-	2 128
Radiations	(171)	(3 901)	-	(4 072)
<b>Solde au 31 mars 2020</b>	<b>4 722 \$</b>	<b>11 524 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>16 246 \$</b>
Solde au 31 mars 2020	4 722 \$	11 524 \$	- \$	16 246 \$
Amortissement	795	899	-	1 694
Radiations	(128)	(70)	-	(198)
<b>Solde au 31 décembre 2020</b>	<b>5 389 \$</b>	<b>12 353 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>17 742 \$</b>
<b>Valeurs comptables</b>				
Au 31 mars 2020	6 905 \$	5 395 \$	4 729 \$	17 029 \$
Au 31 décembre 2020	6 136 \$	11 169 \$	5 \$	17 310 \$

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

## 8. Actifs au titre de droits d'utilisation

Le rapprochement des actifs au titre de droits d'utilisation se présente comme suit :

	Espaces à bureaux	Centres de données	Total
Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2019	23 741 \$	1 733 \$	25 474 \$
Entrées	291	117	408
Amortissement	(3 459)	(212)	(3 671)
<b>Solde au 31 mars 2020</b>	<b>20 573 \$</b>	<b>1 638 \$</b>	<b>22 211 \$</b>
Solde au 31 mars 2020	20 573 \$	1 638 \$	22 211 \$
Entrées	2	-	2
Amortissement	(2 561)	(201)	(2 762)
Diminutions	(8 624)	-	(8 624)
<b>Solde au 31 décembre 2020</b>	<b>9 390 \$</b>	<b>1 437 \$</b>	<b>10 827 \$</b>

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2020, l'ACSTA a réévalué l'échéancier d'un de ses contrats de location, ce qui a eu pour effet de diminuer les actifs au titre de droits d'utilisation.

## 9. Avantages du personnel

(a) Actif et passif au titre des avantages du personnel

L'actif et le passif au titre des avantages du personnel comptabilisés et présentés à l'état intermédiaire résumé de la situation financière se présentent comme suit :

	31 décembre 2020	31 mars 2020
Actif au titre des avantages du personnel		
Régime de retraite supplémentaire (RRS)	1 284	1 482
	1 284	1 482
Passif au titre des avantages du personnel		
Régime de retraite enregistré (RRE)	(14 761)	(5 827)
Autre régime à prestations définies (ARPD)	(27 133)	(20 609)
	(41 894)	(26 436)
<b>Avantages du personnel – passif net</b>	<b>(40 610) \$</b>	<b>(24 954) \$</b>

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

## (b) Coûts des avantages du personnel

Les composantes des coûts des avantages du personnel se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre							
	RRE		RRS		ARPD		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019

### Coût des prestations définies comptabilisé en performance financière

Coût des services rendus au cours de la période	1 834 \$	2 136 \$	19 \$	24 \$	268 \$	468 \$	2 121 \$	2 628 \$
Frais administratifs	94	75	4	4	-	-	98	79
Charges d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations définies	1 976	1 854	47	45	202	282	2 225	2 181
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	(1 874)	(1 816)	(61)	(60)	-	-	(1 935)	(1 876)
<b>Coût des prestations définies</b>	<b>2 030 \$</b>	<b>2 249 \$</b>	<b>9 \$</b>	<b>13 \$</b>	<b>470 \$</b>	<b>750 \$</b>	<b>2 509 \$</b>	<b>3 012 \$</b>

### Réévaluation des régimes à prestations définies comptabilisée dans les autres éléments du résultat global

Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des produits d'intérêts	12 126 \$	3 892 \$	283 \$	147 \$	- \$	- \$	12 409 \$	4 039 \$
Gains actuariels	-	13 201	-	303	-	2 029	-	15 533
<b>Réévaluation des régimes à prestations définies</b>	<b>12 126 \$</b>	<b>17 093 \$</b>	<b>283 \$</b>	<b>450 \$</b>	<b>- \$</b>	<b>2 029 \$</b>	<b>12 409 \$</b>	<b>19 572 \$</b>

	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre							
	RRE		RRS		ARPD		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019

### Coût des prestations définies comptabilisé en performance financière

Coût des services rendus au cours de la période	5 502 \$	6 409 \$	57 \$	72 \$	803 \$	1 403 \$	6 362 \$	7 884 \$
Frais administratifs	282	225	12	12	-	-	294	237
Charges d'intérêts sur l'obligation au titre des prestations définies	5 928	5 562	143	135	606	846	6 677	6 543
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	(5 622)	(5 448)	(183)	(180)	-	-	(5 805)	(5 628)
<b>Coût des prestations définies</b>	<b>6 090 \$</b>	<b>6 748 \$</b>	<b>29 \$</b>	<b>39 \$</b>	<b>1 409 \$</b>	<b>2 249 \$</b>	<b>7 528 \$</b>	<b>9 036 \$</b>

### Réévaluation des régimes à prestations définies comptabilisée dans les autres éléments du résultat global

Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion des produits d'intérêts	40 797 \$	10 994 \$	813 \$	172 \$	- \$	- \$	41 610 \$	11 166 \$
Pertes actuarielles	(49 340)	(11 937)	(1 044)	(248)	(5 253)	(2 078)	(55 637)	(14 263)
<b>Réévaluation des régimes à prestations définies</b>	<b>(8 543)\$</b>	<b>(943)\$</b>	<b>(231)\$</b>	<b>(76)\$</b>	<b>(5 253)\$</b>	<b>(2 078)\$</b>	<b>(14 027)\$</b>	<b>(3 097)\$</b>

## ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

---

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2020, l'ACSTA a comptabilisé des charges de 198 \$ (176 \$ en 2019) et de 592 \$ (516 \$ en 2019), respectivement, relativement à la composante à cotisations définies du RRE.

### (c) Principales hypothèses actuarielles

Les hypothèses utilisées pour évaluer les actifs et passifs au titre des régimes à prestations définies sont examinées et, au besoin, modifiées à chaque période de présentation de l'information financière. Cet examen porte habituellement sur les taux d'actualisation et le taux de rendement réel des actifs du régime par rapport aux taux estimés précédemment, afin de refléter les hypothèses et les circonstances actuelles. Les modifications des hypothèses actuarielles entraînent des gains et/ou des pertes de réévaluation qui sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2020, des gains de réévaluation de 12 409 \$ ont été réalisés principalement en raison d'un taux de rendement réel des actifs du régime supérieur au taux utilisé par l'ACSTA comme hypothèse pour le RRE (taux réel de 5,59 %, contre un taux anticipé de 0,93 %).

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2019, des gains de réévaluation de 19 572 \$ ont été réalisés principalement en raison de l'augmentation du taux d'actualisation de 25 points de base (de 3,00 % au 30 septembre 2019 à 3,25 % au 31 décembre 2019) et d'un taux de rendement réel des actifs des régimes supérieur à celui utilisé par l'ACSTA comme hypothèse pour le RRE (taux réel de 2,89 %, contre un taux anticipé de 0,88 %).

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2020, des pertes de réévaluation de 14 027 \$ ont été occasionnées par la diminution du taux d'actualisation de 100 points de base (de 3,75 % au 31 mars 2020 à 2,75 % au 31 décembre 2020). Ces pertes ont partiellement été compensées par un taux de rendement réel des actifs des régimes supérieur à celui utilisé par l'ACSTA dans ses hypothèses pour le RRE (taux réel de 24,59 % par rapport au taux anticipé de 2,81 %).

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2019, des pertes de réévaluation de 3 097 \$ ont été occasionnées par la diminution du taux d'actualisation de 25 points de base (de 3,50 % au 31 mars 2019 à 3,25 % au 31 décembre 2019). Celles-ci ont partiellement été compensées par un taux de rendement réel des actifs des régimes supérieur à celui utilisé par l'ACSTA dans ses hypothèses pour le RRE (taux réel de 8,04 % par rapport au taux anticipé de 2,63 %).

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

## (d) Cotisations de l'employeur

Les cotisations de l'employeur versées aux régimes à prestations définies se présentent comme suit :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2020	2019	2020	2019
Cotisations de l'employeur				
RRE	1 867 \$	1 085 \$	5 699 \$	2 856 \$
RRS	47	39	62	49
ARPD	46	41	138	120
	1 960 \$	1 165 \$	5 899 \$	3 025 \$

Les cotisations totales de l'employeur aux régimes à prestations définies sont estimées à 8 016 \$ pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021.

## 10. Provisions et éventualités

### (a) Provisions

Le rapprochement des provisions se présente comme suit :

Solde au 31 mars 2020	- \$
Provisions comptabilisées au cours de la période	300
Provisions reprises au cours de la période	(100)
Solde au 31 décembre 2020	200 \$

Divers recours, contrôles et poursuites ont été intentés ou déposés contre l'ACSTA. En raison de leur nature, ces montants comportent de nombreuses incertitudes, et le dénouement de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Les provisions ont été déterminées en fonction du résultat d'analyses internes, de consultations auprès d'experts externes en la matière et de tous les renseignements disponibles au moment de la préparation des états financiers.

Les provisions au 31 décembre 2020 sont liées à des montants réclamés par Transports Canada. Les provisions sont classées en éléments courants et les flux de trésorerie futurs attendus n'ont pas été actualisés puisque l'échéance des sorties de trésorerie associées devrait être au cours des 12 prochains mois.



# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

---

## (b) Éventualités

Les passifs éventuels de l'ACSTA comprennent les litiges et les poursuites judiciaires, ainsi que les coûts de démantèlement pour lesquels aucune provision n'est comptabilisée.

### (i) Litiges et poursuites judiciaires

En 2018, une administration aéroportuaire a avisé l'ACSTA qu'elle avait reçu un avis de cotisation de l'Agence du revenu du Canada pour ne pas avoir perçu la TVH auprès de l'ACSTA pour des ententes de financement liées à des projets d'intégration, ainsi qu'à de l'entretien. L'ACSTA a soumis des avis d'opposition en collaboration avec l'administration aéroportuaire et est d'avis qu'il est plus probable qu'improbable que les avis d'opposition seront accueillis favorablement.

L'ACSTA a conclu des ententes de financement similaires avec d'autres administrations aéroportuaires qui pourraient donner lieu à des cotisations de la part de d'administrations fiscales. Même si l'ACSTA estime qu'il est improbable qu'une sortie d'avantages économiques soit nécessaire pour ces autres ententes de financement, il y a un risque qu'elle soit obligée de payer d'autres cotisations si ces autres administrations aéroportuaires faisaient l'objet d'un contrôle fiscal et que l'Agence du revenu du Canada maintenait sa position. Le montant maximal des flux de trésorerie non actualisés pouvant être nécessaire pour régler ce passif éventuel est estimé à 22 215 \$ (22 744 \$ au 31 mars 2020), qui sera compensé par des taxes à recouvrer dont le montant est estimé à 9 701 \$ (10 360 \$ au 31 mars 2020), pour un montant net de 12 514 \$ (12 384 \$ au 31 mars 2020). Ces montants n'ont pas été comptabilisés dans les états financiers.

### (ii) Coûts de démantèlement

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2020, il n'y a pas eu de changements significatifs concernant les éventualités liées aux coûts de démantèlement de l'ACSTA. La note 15(b)(ii) des états financiers annuels auditéés pour l'exercice clos le 31 mars 2020 contient une description de ces coûts.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

## 11. Obligations locatives

L'ACSTA a des contrats de location pour des espaces à bureaux et des centres de données. L'ACSTA a pris en compte les options de prolongation pour évaluer les obligations locatives lorsqu'elle avait la certitude raisonnable de les exercer.

Le rapprochement des obligations locatives se présente comme suit :

	31 décembre 2020	31 mars 2020
Solde à l'ouverture de la période	22 927 \$	25 956 \$
Entrées	2	408
Paiements de loyers (note 14)	(2 991)	(3 936)
Charges financières	307	492
Réévaluation de change	(9)	7
Diminutions	(8 624)	-
<b>Solde à la clôture de la période</b>	<b>11 612 \$</b>	<b>22 927 \$</b>
Solde à la clôture de la période		
Partie courante	3 764 \$	3 548 \$
Partie non courante	7 848	19 379

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2020, l'ACSTA a réévalué l'échéancier d'un de ses contrats de location, ce qui a eu pour effet de diminuer les obligations locatives.

L'ACSTA a comptabilisé les charges suivantes qui ne sont pas incluses dans l'évaluation des obligations locatives :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	31 décembre 2020	2019	2020	2019
Paiements de loyers variables	661 \$	634 \$	1 991 \$	1 867 \$
Contrats de location à court terme	15	16	34	50
Contrats de location de faible valeur	15	6	44	58
<b>Total (note 13)</b>	<b>691 \$</b>	<b>656 \$</b>	<b>2 069 \$</b>	<b>1 975 \$</b>

Les paiements de loyers variables comprennent les frais d'exploitation, les impôts fonciers, les assurances et les autres frais liés aux services.

## ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2020, le total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location comptabilisé par l'ACSTA s'est élevé à 1 669 \$ (1 640 \$ en 2019) et à 5 060 \$ (4 921 \$ en 2019), respectivement.

Le tableau ci-après présente une analyse des échéances des flux de trésorerie non actualisés pour les obligations locatives contractuelles :

	31 décembre 2020	31 mars 2020
1 an au plus	7 274 \$	7 170 \$
Plus de 1 an, mais 5 ans au plus	6 892	11 651
Plus de 5 ans	246	343
<b>Total</b>	<b>14 412 \$</b>	<b>19 164 \$</b>

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

## 12. Financement public différé

Le rapprochement du passif au titre du financement public différé se présente comme suit :

	31 décembre 2020	31 mars 2020
<b>Financement public différé lié aux charges d'exploitation</b>		
Solde à l'ouverture de la période	19 420 \$	18 558 \$
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation (note 14)	466 956	743 000
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation comptabilisés dans la performance financière	(471 427)	(742 138)
<b>Solde à la clôture de la période</b>	<b>14 949 \$</b>	<b>19 420 \$</b>
<b>Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations</b>		
Solde à l'ouverture de la période	498 794 \$	469 732 \$
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations (note 14)	39 504	99 926
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations comptabilisé dans la performance financière	(54 308)	(70 864)
<b>Solde à la clôture de la période</b>	<b>483 990 \$</b>	<b>498 794 \$</b>
<b>Total du financement public différé à la clôture de la période</b>	<b>498 939 \$</b>	<b>518 214 \$</b>

Se reporter à la note 14 pour plus d'information au sujet du financement public.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

## 13. Charges

L'état intermédiaire résumé du résultat global présente les charges d'exploitation par activité de programme. Le tableau ci-après présente les charges d'exploitation par catégorie principale :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2020	2019	2020	2019
<b>Services de contrôle et autres coûts connexes</b>				
Paiements versés aux fournisseurs de services de contrôle	122 062 \$	156 093 \$	371 845 \$	460 204 \$
Uniformes et autres coûts rattachés au contrôle	2 105	1 405	5 924	4 182
Matériel de détection de traces d'explosifs et biens non durables	1 082	630	4 088	1 868
	125 249	158 128	381 857	466 254
<b>Exploitation et entretien du matériel</b>				
Entretien du matériel et pièces de rechange	11 899	10 441	29 245	31 269
CIZR	143	219	264	682
Formation et certification	123	248	45	1 393
	12 165	10 908	29 554	33 344
<b>Soutien des programmes et services généraux</b>				
Frais relatifs aux employés	16 107	16 262	49 532	48 336
Autres frais administratifs	1 782	830	5 275	2 349
Frais de bureau et frais informatiques	1 452	1 571	4 645	5 326
Services professionnels et autres coûts liés aux affaires	1 327	1 956	3 604	5 221
Autres frais de location (note 11)	691	656	2 069	1 975
Communications et sensibilisation du public	366	194	655	555
	21 725	21 469	65 780	63 762
<b>Amortissement</b>				
Amortissement des immobilisations corporelles (note 6)	17 710	16 753	51 853	48 683
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation (note 8)	921	923	2 762	2 755
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 7)	712	489	1 694	1 562
	19 343	18 165	56 309	53 000
	178 482 \$	208 670 \$	533 500 \$	616 360 \$

Les autres coûts liés aux affaires comprennent les frais de déplacement, les coûts et frais liés aux conférences et aux réunions, et les divers droits d'adhésion et frais d'association. Les autres frais administratifs englobent les coûts d'assurance, de réseau et de téléphonie et l'entretien des installations.

## ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

Les paiements versés aux fournisseurs de services de contrôle comprennent des montants qui ont été versés aux termes d'ententes temporaires visant à maintenir les effectifs d'agents de contrôle certifiés à des niveaux jugés appropriés pour permettre à l'ACSTA d'adapter les services en fonction de l'évolution de la situation pandémique et de l'augmentation des volumes de passagers. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2020, ces paiements sont ventilés à l'état intermédiaire résumé du résultat global conformément à l'historique de distribution des paiements versés aux fournisseurs de services de contrôle, tel que voici :

	<u>Trimestre clos le</u> <u>31 décembre</u> 2020	<u>Période de neuf</u> <u>mois close le</u> <u>31 décembre</u> 2020
Contrôle préembarquement	12 193 \$	77 048 \$
Contrôle des bagages enregistrés	2 289	17 432
Contrôle des non-passagers	3 329	15 375
	<u>17 811 \$</u>	<u>109 855 \$</u>

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

## 14. Financement public

Puisque le Résumé du plan d'entreprise de 2020-2021 à 2021-2022 de l'ACSTA n'a pas encore été déposé au Parlement, il n'est actuellement pas possible de publier le montant total des crédits parlementaires disponibles pour cet exercice. Par conséquent, le rapprochement des crédits parlementaires approuvés et des crédits parlementaires utilisés n'est pas présenté.

Le tableau ci-après présente le rapprochement entre les crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des charges d'exploitation et les crédits utilisés :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2020	2019	2020	2019
Crédits parlementaires reçus	161 100 \$	121 409 \$	519 365 \$	509 883 \$
Montants reçus liés aux périodes précédentes	(99 846)	(63 865)	(144 490)	(94 373)
Crédits parlementaires à recevoir	92 081	129 313	92 081	129 313
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation (note 12)	153 335 \$	186 857 \$	466 956 \$	544 823 \$

## ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre les crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des dépenses en immobilisations et les paiements de loyers, et les crédits utilisés :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2020	2019	2020	2019
Crédits parlementaires reçus	19 922 \$	23 607 \$	33 109 \$	131 097 \$
Montants reçus liés aux périodes précédentes	(12 833)	-	-	(37 553)
Crédits parlementaires à recevoir	6 395	6 528	6 395	-
Partie courante du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations	-	-	-	(15 475)
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations (note 12)	13 484	30 135	39 504	78 069
Crédits parlementaires reçus – paiements de loyers (note 11)	978	984	2 991	2 946
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations et les paiements de loyers	14 462 \$	31 119 \$	42 495 \$	81 015 \$

La partie courante du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations est attribuable au fait que les prévisions de dépenses ont été supérieures aux dépenses en immobilisations réelles, et à la date de réception du financement public.



# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

## 15. Juste valeur des instruments financiers

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière. La juste valeur de la trésorerie, des débiteurs liés aux services de contrôle supplémentaires, des fournisseurs et autres créditeurs et des retenues de garantie courantes correspond approximativement à leur valeur comptable étant donné que ces instruments sont à court terme.

Les valeurs comptables et les justes valeurs correspondantes des autres actifs et passifs financiers de l'ACSTA sont les suivantes :

	31 décembre 2020		31 mars 2020	
	Valeur comptable	Juste valeur (niveau 2)	Valeur comptable	Juste valeur (niveau 2)
Instruments financiers évalués à la juste valeur				
Actifs financiers dérivés <sup>1</sup>	- \$	- \$	926 \$	926 \$
Passifs financiers dérivés <sup>1</sup>	1 429	1 429	-	-
Instruments financiers évalués au coût amorti				
Retenues de garantie non courantes <sup>2</sup>	- \$	- \$	5 410 \$	5 410 \$

<sup>1</sup> La juste valeur est basée sur un modèle de flux de trésorerie actualisés reposant sur des données observables.

<sup>2</sup> La juste valeur est déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs attendus, actualisés selon les taux publiés par le gouvernement du Canada pour des obligations ayant des échéances et des caractéristiques similaires.

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2020 ou de l'exercice clos le 31 mars 2020.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

---

## 16. Accords contractuels

Dans le cours normal de ses activités, l'ACSTA conclut des accords contractuels pour l'acquisition de biens et services. Ces accords contractuels doivent respecter les crédits autorisés et sont assortis de droits de résiliation qui permettent à l'ACSTA de mettre fin aux contrats, à sa discrétion et sans pénalité. Les accords les plus importants sont les contrats signés avec les fournisseurs de services de contrôle pour la prestation de tels services ainsi qu'avec les fournisseurs de matériel de contrôle et des services d'entretien de ce matériel.

Le tableau ci-après présente les soldes, avant les taxes applicables, de ces accords contractuels :

	31 décembre 2020	31 mars 2020
Exploitation	630 302 \$	1 015 479 \$
Immobilisations	24 471	53 803
<b>Total</b>	<b>654 773 \$</b>	<b>1 069 282 \$</b>

Après le 31 décembre 2020, les Ententes de services de contrôle aux aéroports (ESCA) avec ses fournisseurs de services de contrôle tiers ont été prolongées de deux ans et viendront à échéance le 31 mars 2024. Les montants comptabilisés dans le tableau ci-dessus excluent ces prolongations puisque celles-ci se sont produites après la période de présentation.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

## 17. Transactions entre parties liées

L'ACSTA a conclu les transactions suivantes avec des parties liées pendant les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 décembre :

(a) Gouvernement du Canada, ses organismes et autres sociétés d'État

L'ACSTA appartient à part entière au gouvernement du Canada. Elle est liée par contrôle commun aux autres ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. L'ACSTA conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal de ses activités. Ces transactions entre parties liées sont conclues aux mêmes conditions normales que celles qui s'appliquent à l'ensemble des particuliers et des sociétés.

Le tableau suivant résume les transactions significatives entre l'ACSTA et des parties liées :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2020	2019	2020	2019
Produits	176 962 \$	206 303 \$	528 726 \$	603 357 \$
Taxes non recouvrables	3 260	4 685	10 171	13 872
Paiements de loyers	22	22	125	125
Matériel de CBE	-	1 081	-	3 264

Les produits tirés de transactions avec des parties liées incluent les crédits parlementaires pour les charges d'exploitation, les crédits parlementaires pour les paiements de loyers et l'amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations, tels que comptabilisés à l'état intermédiaire résumé du résultat global. Les taxes non recouvrables représentent les montants payés aux fiduciaires de l'Agence du revenu du Canada.

## ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

Les soldes ci-après qui se rapportent aux parties liées sont inclus dans les clients et autres débiteurs, dans les fournisseurs et autres créditeurs ainsi que dans les provisions à l'état intermédiaire résumé de la situation financière :

	31 décembre 2020	31 mars 2020
Montants à recevoir des parties liées	103 828 \$	138 005 \$
Montants à payer aux parties liées	(2 463)	(1 203)
Provisions relatives aux parties liées (note 10)	(200)	-
<b>Montant net à recevoir des parties liées</b>	<b>101 165 \$</b>	<b>136 802 \$</b>

Les montants à recevoir des parties liées comprennent principalement des créances de 98 476 \$ (132 862 \$ au 31 mars 2020) du gouvernement du Canada au titre des crédits parlementaires et des créances de 5 352 \$ (5 143 \$ au 31 mars 2020) de l'Agence du revenu du Canada au titre des taxes recouvrables payées sur les dépenses.

(b) Transactions avec les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi de l'ACSTA

Les transactions avec le RRE, le RRS et l'ARPD sont conclues dans le cours normal des activités. Les transactions effectuées avec les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi de l'ACSTA correspondent au versement des cotisations qui sont présentées à la note 9. Aucune autre transaction n'a été effectuée au cours des trimestres et des périodes de neuf mois.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

## 18. Variation nette des soldes du fonds de roulement et informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

La variation nette des soldes du fonds de roulement s'établit comme suit :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2020	2019	2020	2019
Diminution (augmentation) des clients et autres débiteurs	8 390 \$	(57 688) \$	43 867 \$	(26 369) \$
Diminution des stocks	331	498	561	2 067
Diminution (augmentation) des dépenses payées d'avance	784	(283)	399	735
(Diminution) augmentation des fournisseurs et autres créditeurs	(3 165)	3 084	(17 914)	1 275
Augmentation des provisions	-	-	200	-
Augmentation des retenues de garantie	27	-	27	-
Diminution du financement public différé lié aux charges d'exploitation	(4 298)	(215)	(4 471)	(2 744)
	2 069 \$	(54 604) \$	22 669 \$	(25 036) \$

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2020, la variation des clients et autres débiteurs exclut des montants de 6 438 \$ (0 \$ en 2019) et de 6 395 \$ (37 553 \$ en 2019), respectivement, pour le financement public lié aux dépenses en immobilisations, puisque ces montants se rapportent aux activités d'investissement.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2020, la variation des stocks exclut des montants de 3 183 \$ (0 \$ en 2019) et de 3 511 \$ (8 \$ en 2019), respectivement, résultant de la dépréciation des stocks. Le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2019 exclut des montants de 0 \$ et de 66 \$, respectivement, pour une reprise de dépréciation faite précédemment.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2020, la variation des dépenses payées d'avance exclut des montants de 531 \$ (877 \$ en 2019) et de 946 \$ (0 \$ en 2019), respectivement, pour l'acquisition d'immobilisations corporelles, puisque ces montants se rapportent aux activités d'investissement.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2020, la variation des fournisseurs et autres créditeurs exclut des montants de 56 \$ (16 074 \$ en 2019) et de 16 325 \$ (4 593 \$ en 2019), respectivement, pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, puisque ces montants se rapportent aux activités d'investissement.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

---

## 19. Le Budget de 2019 et la *Loi sur la commercialisation des services de contrôle de sûreté*

Dans le cadre du Budget de 2019, le gouvernement du Canada a annoncé son intention de présenter une loi portant création d'une entité indépendante sans but lucratif, établie par l'industrie, qui assumerait la responsabilité du contrôle de la sûreté aérienne dans les aéroports canadiens. La *Loi sur la commercialisation des services de contrôle de sûreté* a reçu la sanction royale en juin 2019. La *Loi* autorise la cession des actifs et des passifs de l'ACSTA et le transfert de ses activités de contrôle à la nouvelle entité.

Ces faits nouveaux n'ont en rien modifié le mandat actuel de l'ACSTA. Elle continuera de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses obligations dans le cours normal de ses activités dans un avenir prévisible.

## 20. Répercussions de la COVID-19

En raison de la pandémie de COVID-19, il y a eu une réduction marquée des volumes de passagers dans les aéroports canadiens. Les activités et le matériel de contrôle de l'ACSTA ont été grandement touchés puisque certaines voies de contrôle ont été temporairement fermées.

Étant donné les répercussions de la pandémie sur ses activités de contrôle, l'ACSTA a conclu des ententes temporaires avec ses fournisseurs de services de contrôle tiers. Alors que ces ententes prévoient une réduction du nombre d'heures de services de contrôle achetées qui ne reflète pas entièrement le déclin des volumes de passagers, elles maintiennent l'effectif d'agents de contrôle certifiés à un niveau jugé approprié pour maîtriser les coûts et donner à l'ACSTA la flexibilité voulue pour s'adapter en fonction de l'évolution de la situation. La priorité de l'ACSTA est d'assurer la santé et la sécurité des agents de contrôle dans les aéroports, de maintenir l'efficacité de la sûreté et d'être prête à intervenir à mesure que la situation évolue.

L'ACSTA continuera de surveiller la situation et de s'ajuster en conséquence.